

Les dirigeants africains réclament une intervention militaire au Mali

Les dirigeants africains réclament une intervention militaire de la Cédéao au Mali où les islamistes liés à Aqmi poursuivent leurs attaques contre le patrimoine et les populations.

Un mini-sommet africain avec des représentants de la classe politique et de la société civile devrait avoir lieu samedi 7 juillet pour tenter de mettre en place un « gouvernement d'union nationale ».

Les islamistes qui contrôlent le nord du Mali ont poursuivi lundi 2 juillet [la destruction de bâtiments religieux musulmans](#) à Tombouctou et ont confirmé avoir posé des mines autour de la ville de Gao pour se protéger d'éventuelles attaques de rivaux touareg ou de soldats d'une force ouest-africaine, moins d'une semaine après de violents combats (au moins 35 morts) le 27 juin dans cette ville du nord-est du pays.

Les islamistes d'Ansar Dine et le Mujao, qui contrôlent désormais les trois grandes villes et régions administratives du nord du Mali - Tombouctou, Gao et Kidal (extrême nord-est) - sont alliés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), présente dans la région depuis plusieurs années.

« *Beaucoup de gens cherchent à fuir, à prendre des bus pour gagner Bamako, mais les islamistes les empêchent de quitter la ville*, a déclaré Mossa Ag Attaher, porte-parole basé à Paris de la rébellion touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). *Ils (les islamistes) utilisent maintenant la population comme otage, comme bouclier humain, pour se protéger d'une contre-offensive du MNLA* ». L'Unesco, qui a classé Tombouctou au patrimoine mondial, a « vigoureusement » condamné mardi 3 juillet la destruction de ces sites historiques musulmans, appelant à mettre fin à ces « actes répugnants ».

« *Nous ferons tout pour récupérer notre territoire* », a déclaré le ministre malien des affaires étrangères Sadio Lamine Sow à l'issue d'une visite de deux jours à Alger. Interrogé plus précisément sur un possible engagement d'Alger dans l'option militaire, le ministre s'est refusé à toute réponse. Le pays a toutefois condamné les destructions de mausolées de saints et de savants qui ont « *contribué à l'épanouissement de l'islam dans la région et à la diffusion des valeurs de tolérance et de spiritualité* ».

Une solution militaire africaine

Les dirigeants de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) ont exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à adopter une résolution permettant l'envoi d'une force régionale au Mali. En visite officielle à Paris le 2 juillet, le président guinéen Alpha Condé s'est prononcé pour « *une solution militaire* », menée par « *des troupes africaines* » au Mali.

Le lendemain, il a affirmé qu'il n'était « *pas question* » pour les Africains de « *faire la guerre* » aux rebelles touareg indépendantistes du MNLA, alliés potentiels contre Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). « *Le MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) a une revendication identitaire, il n'est pas question de faire la guerre avec eux. Toutes les autres forces terroristes, nous devons les combattre* », a-t-il déclaré le président, affirmant que les combattants touareg seraient « *bien sûr* » bien accueillis s'ils voulaient appuyer une force régionale contre Aqmi.

Le ministre burkinabè des affaires étrangères, Djibrill Bassolé - dont le pays conduit la médiation ouest-africaine dans la crise malienne - a annoncé la tenue samedi 7 juillet d'un mini-sommet africain avec des représentants de la classe politique et de la société civile pour tenter de mettre en place un « *gouvernement d'union nationale* » au Mali. Ce mini-sommet doit réunir les dirigeants du Bénin, du Niger, du Nigeria, du Togo, du Liberia, du Burkina Faso ainsi que le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara, président en exercice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Parmi les enjeux de cette rencontre, selon Djibrill Bassolé : la création de « *conditions* » pour « *la tenue d'élections présidentielles pour sortir de la transition* ». « *C'est une réunion d'évaluation, nous voulons que les Maliens organisent une espèce d'union sacrée autour des grands objectifs à atteindre* », a précisé le ministre burkinabè.

Pour le président burkinabè Blaise Compaoré, le gouvernement malien doit être « *plus inclusif, qui rassemble le plus large spectre possible des forces politiques maliennes et donc qui permette une transition la plus inclusive possible* ». Mis en place après le coup d'Etat du 22 mars à Bamako, le gouvernement de transition du premier ministre Cheick Modibo Diarra est critiqué durement par la classe politique et la société civile au Mali, et des participants au sommet le jugeaient trop faible ou complaisant envers l'ancienne junte, officiellement retirée mais toujours influente.